

Projet PACSILO

Politiques d'Appui à la Coordination pour l'accompagnement des personnes en Situation complexe : dynamiques et enjeux locaux dans quatre secteurs d'intervention publique

Financements :

Projet financé par la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'Institut de Recherche en Santé Publique (IRESP), dans le cadre de l'appel à projet (AAP) du programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap », 2021.

Responsable scientifique :

Alis Sopadzhiyan, politiste, maîtresse de conférence EHESP – Arènes UMR 6051

Chercheur·euses associé·es : Déborah Ridel, sociologue, post-doctorante recrutée dans le cadre du projet, EHESP – Arènes UMR 6051 ; Blanche Le Bihan, politiste, enseignante-chercheuse, EHESP – Arènes UMR 6051 ; Arnaud Campéon, sociologue, enseignant-chercheur, EHESP – Arènes UMR 6051 ; Emmanuelle Fillion sociologue, enseignante-chercheuse, EHESP – Arènes UMR 6051 ; Delphine Moreau, sociologue, enseignante-chercheuse, EHESP – Arènes UMR 6051, Noémie Rapegno, géographe, enseignante chercheuse, EHESP – Arènes UMR 6051 ; François-Xavier Schweyer, sociologue, enseignant-chercheur EHESP – CMH ; Beatrice Valdes, démographe, enseignante-chercheuse, EHESP – Arènes UMR 6051.

Descriptif du projet :

Contexte : En France, comme dans tous les pays occidentaux, le système de services et de soins est fragmenté. Ces fragmentations sont multiples – institutionnelles, structurelles, organisationnelles, financières, territoriales, et *a fortiori* historiques. La nécessité de mieux coordonner les secteurs social, médico-social et de santé pour améliorer la qualité des soins et des accompagnements proposés, s'est imposé depuis plusieurs décennies. Le besoin de coordination concerne plusieurs champs d'intervention publique et tout particulièrement les personnes en situation de vulnérabilité, comme les personnes âgées en perte d'autonomie, les personnes en situation de handicap ou en souffrance psychique, enfants et adultes. Pour répondre à cet enjeu, plusieurs générations de dispositifs de coordination ont été créés dès les années 80-90 mais de façon séparée au sein de chacun des secteurs d'intervention publique concernées. L'amélioration de la coordination institutionnelle, des liens entre l'hôpital ou les établissements d'hébergement et les acteurs de la médecine de ville ou des soins à domicile, de la coordination pluri-professionnelle autour de situations individuelles, ou encore des informations disponibles pour les usagers et leurs familles, sont autant d'objectifs connexes poursuivis par ces politiques. Ces politiques de coordination sectorielles ont été menées en même temps que des réformes visant à restructurer le système de santé, en renforçant la place des soins primaires et en transformant le rôle des médecins généralistes et de l'ensemble des professionnels de la médecine de ville. Dans les années 2010, ces deux types de politiques – de coordination et de soins primaires – se poursuivent et, dans une

certaine mesure, s'intensifient. Elles cherchent à promouvoir la prévention tout en rationalisant le coût des prises en charge mais aussi des coordinations. Elles ciblent plus explicitement les usagers en situation complexe, indépendamment de leur âge ou de leur pathologie, mais aussi les professionnels libéraux, rendant leurs finalités de plus en plus imbriquées.

Objectifs : Or, la dynamique de ces politiques interpelle à plusieurs égards. La création successive de différentes formes de coordination au sein de chacun des secteurs étudiés conduit à leur empilement. En outre, la multiplication des dispositifs et des objectifs visés empêche d'envisager leur cohérence d'ensemble. L'arrivée de chaque nouveau dispositif à l'échelle locale interroge systématiquement les organisations en place et mène les acteurs institutionnels comme professionnels à réaménager l'existant. L'objectif principal de ce projet et d'interroger cette logique paradoxale en analysant les dynamiques locales de coordination forgées dans les interactions entre, d'une part, la déclinaison des politiques nationales de coordination, et de l'autre, les initiatives locales de coordination pré-existantes. Deux questions de recherche seront ainsi explorées. La première porte sur les écologies locales de coordination dont nous chercherons à reconstituer la sociogenèse et d'identifier les espaces formels et informels au sein desquels elles se construisent et prennent forme et sens. La deuxième porte sur l'activité de coordination et des professionnalités en construction autour de l'enjeu de coordination.

Méthodes : Cette recherche, d'une durée totale de 36 mois, se base sur une méthodologie qualitative fondée sur une revue de littérature et une enquête empirique à visée ethnographique par entretiens semi-directifs et par observation participante. Au total, une 60aine d'entretiens sera menée auprès d'acteurs institutionnels et professionnels locaux de la coordination.

Perspectives : Nos résultats viseront à déconstruire l'aspect normatif du discours sur la coordination pour en saisir les réalités et les implications pour les acteurs locaux, d'une part, et dépasser les interprétations performatives, de l'autre. La réalisation d'une cartographie des écologies locales de coordination, transversale aux quatre champs d'intervention publiques étudiés dans le cadre de ce projet, sera un atout majeur. La diffusion de nos résultats auprès de la communauté scientifique, mais aussi des professionnels et des formations dans lesquelles nous intervenons, permettra de disséminer une meilleure compréhension de l'enjeu de la coordination et des conditions réelles de son exercice, tout en mettant en lumière ses conditions de possibilité comme ses freins.

Durée :

Juin 2022-mai 2025 (36 mois)